

— La gauche a non seulement été éloignée du gouvernement, mais quand elle contrôlait des villes, elle ne voulait pas de polices municipales. Elle s'est coupée totalement de la problématique "sécurité", elle l'a ignorée, l'a jetée. Elle pensait que c'était une patate chaude, un truc de droite, elle a donc fait une sorte de déni, de refus d'obstacle. Quand elle arrive au pouvoir, en 1981, elle se trouve totalement démunie, parce qu'il n'y a quasiment rien sur la question dans le programme de la gauche et qu'il va falloir inventer. Qui sont les seuls hommes de gauche qui connaissent quelque chose à la police? Les syndicalistes policiers, qui vont négocier le volet social. Au-delà, à part un député qui connaît le budget de la police, c'est le vide total, absolu. Et la gauche mettra à peu près dix-huit ans à intégrer le problème, jusqu'à Jean-Pierre Chevènement en 1997. Elle comprendra alors que la sécurité n'est pas qu'une affaire de droite et que la police, ce ne sont pas que des fachos.

— Cette génération socialiste qui arrive au pouvoir en 1981 n'est-elle pas encline à considérer la police comme une ennemie, à cause notamment des enquêtes politiques des Renseignements généraux à son sujet?

— François Mitterrand avait tout de même été ministre de l'Intérieur, mais cela ne les a pas empêchés d'avoir tous une trouille bleue le soir du deuxième

tour de la présidentielle en pensant qu'il allait y avoir des colonnes de chars qui monteraient sur Paris, que le général Massu apparaîtrait, que l'Ordre de la Légion d'honneur allait organiser une contre-insurrection... En fait, ils s'imaginaient dans une logique Pinochet-Allende : le siège du parti allait être encerclé, tout le monde allait être arrêté et on finirait au Parc des Princes. Je l'ai vécu physiquement, c'était une ambiance bizarre, puis, en fin de compte, tout le monde a découvert que le système fonctionnait très bien et que l'alternance était possible... La gauche s'est très vite adaptée. Dès le lendemain du jour où il y a eu un nouveau ministre de l'Intérieur et un nouveau directeur de cabinet, le directeur des Renseignements généraux est venu, comme chaque fois, faire son petit rapport particulier, sauf qu'au lieu de se concentrer sur les députés de gauche il se concentrait sur les députés de droite, désormais dans l'opposition. La gauche a dit : "bon, ça marche très bien, on garde". La gauche avait beaucoup plus peur de l'armée que de la police...

— La question des cités, territoires perdus de la République, est au cœur de notre enquête. Comment, selon vous, et à partir de quand ces quartiers ont-ils dérivé?

— C'est une vieille affaire. L'histoire des cités en France démarre au XVI^e siècle avec la création de la

“lieu du ban”, qui va devenir la banlieue. C’est un choix délibéré qui voit le cœur des villes entouré de fortifications, le reste se situant en dehors, avec des habitants qui ne payent pas l’impôt, alors appelé octroi. Le préfet Georges Eugène Haussmann est celui qui va le mieux formaliser les choses. On a connu la Fronde, on a eu des tas de manifestations populaires, 1830, 1848, et le moment est venu, comme il l’écrit dans une lettre à Napoléon III, de réorganiser la ville. Il propose de creuser les grands boulevards pour l’adduction d’eau, le tout-à-l’égout, l’éclairage au gaz, pour permettre aussi la circulation de deux fiacres, l’un en face de l’autre sans qu’ils se rentrent dedans, mais, surtout, pour pouvoir positionner les canons en batterie afin de réduire la populace le jour où elle s’énervé. C’est la seule fois dans l’histoire que l’on fait de l’urbanisme au nom du maintien de l’ordre, et pas l’inverse. La problématique générale est celle des classes ouvrières, de ces classes laborieuses que l’on dit dangereuses, avec les canuts de Lyon en première ligne...

«Avec les années 1980 et les premières émeutes urbaines, aux Minguettes, à Lyon, on s’aperçoit subitement qu’on a concentré dans des endroits spécifiques plusieurs ghettos en un seul. Ghetto d’immigrés, ghetto de pauvres, ghetto urbain, avec des dalles et des tours, on a concentré les problèmes au lieu de les diffuser. L’aménagement urbain n’est pas

particulièrement mon métier, mais il est clair qu’en créant ces espaces on pouvait assez facilement envisager que c’était là que ça allait péter. C’est exactement ce qui s’est produit. La France fait semblant de découvrir ce qu’elle voyait depuis toujours, au moment où ces populations plutôt passives, issues de la première vague d’immigration, employées dans l’industrie, changent de nature avec le regroupement familial, les grosses fratries, parfois la polygamie, dans des petits logements qui avaient été faits pour des travailleurs à durée déterminée qu’on allait renvoyer chez eux... On assiste dans le même mouvement à une fuite des “petits Blancs”, ce qui casse la mixité sociale et favorise la concentration ethnique, avec des gens plus pauvres qui deviennent quasiment otages de leur propre logement parce qu’ils n’ont pas d’autres endroits où aller... Au bout d’un moment, ce cumul crée les conditions naturelles du cocktail Molotov. Il ne faut pas grand-chose pour qu’il explose parce que c’est de la nitroglycérine. La police, elle, ne suit pas. On étend les zones de carte orange de trois à cinq, puis de cinq à sept, puis à huit. L’Oise, l’Eure-et-Loir, l’Yonne deviennent des morceaux de l’Île-de-France, et ce bassin du transport modifie les transhumances, avec une carte de la criminalité en plein essor, alors que celle de la police et de la justice reste statique, et cette déconnexion rend les espaces gazeux plus explosifs encore.

— Y a-t-il des périodes durant lesquelles le pouvoir politique a choisi de laisser la police aux portes de ces quartiers au nom d'une forme de paix sociale, au risque de favoriser l'émergence d'une hiérarchie parallèle ?

— C'est en 1921 que la question de la sécurisation s'est posée dans les HLM, qui étaient à l'époque des HBM, habitations à bon marché. Le préfet de police de Paris décide alors de créer la première entité de sécurité privée, la société parisienne de surveillance, qui va faire en sorte que les gardiennes d'immeuble soient des épouses de gardiens de la paix ou que les gardiens de la paix deviennent les maris des gardiennes d'immeuble pour assurer un contrôle social dans ces tours que l'on voit surgir et qu'il voudrait contrôler. Cette logique va être poursuivie jusqu'à la guerre d'Algérie, une rupture, dans la mesure où les attentats commis par des activistes indépendantistes et par l'OAS, dont beaucoup visent les policiers, conduisent les autorités à les "déshabiller", autrement dit à leur permettre de circuler en tenue civile. Les policiers eux-mêmes cherchent à s'éloigner de cités où ils sont devenus des cibles, mais ce n'est pas la seule évolution dommageable : à cause de ces tensions, la police commence à connaître des problèmes de recrutement, elle envoie dans les quartiers les plus difficiles les agents les plus jeunes et les moins expérimentés, alors que les anciens ont droit aux quartiers tranquilles. C'est-à-dire que l'on fait

dans la police comme dans l'Éducation nationale, tout à l'envers, du point de vue de la sécurité publique...

« Les premières émeutes montrent que les policiers sont non seulement des cibles lorsqu'ils interviennent, mais peuvent aussi faire l'objet de guets-apens. C'est le début du combat pour le contrôle du territoire, lié à la professionnalisation des bandes qui vont devenir des gangs en prenant le contrôle de la distribution des stupés, fournis jusque-là auprès d'une sorte de grande "centrale d'achats". Cela commence à Marseille avec Farid Berrahma, dit le Rôtisseur, qui comprend que le fait d'être le dernier maillon de la chaîne vous donne un pouvoir terrible sur la chaîne en question. Ces gangs ont besoin d'armes pour contrôler leurs livraisons, mais aussi pour se battre contre la "centrale d'achats", ces vieux caïds pour lesquels ils sont devenus indispensables, un peu comme les Zetas au Mexique, qui étaient les gardes prétorienne des cartels colombiens de la cocaïne, jusqu'au jour où ils en ont eu assez de toucher des miettes et ont pris le pouvoir.

« La police, elle, se retrouve dans une situation très complexe parce qu'elle s'est retirée de ces espaces. Elle n'y entre qu'en intruse et se retrouve face à un groupe criminel qui la considère comme une autre bande. Elle se retrouve en concurrence pour la gestion du territoire, surtout la nuit. Et puis, il y a ce problème que j'évoquais et qui s'aggrave, cette déconnexion entre le

territoire du crime et celui de la police et de la justice. Il y a deux cents bassins de criminalité dans lesquels vous pouvez avoir trois circonscriptions de sécurité publique, cinq zones de gendarmerie, ce qui nous rappelle la situation dans laquelle s'était retrouvé Clemenceau en 1900. Arrivé au ministère de l'Intérieur, il s'était fait dresser un tableau de la situation criminelle qu'il avait ponctué par cette question : "Si je comprends bien, des bandits équipés d'armes à feu et circulant dans des voitures automobiles sont aujourd'hui courrés par des gendarmes à cheval équipés de sabres?" "Oui, chef", lui avait répondu son interlocuteur. "J'ai donc le choix, avait repris le ministre, entre demander à MM. les bandits de bien vouloir s'adapter à ma police ou demander à ma police de bien vouloir s'adapter aux bandits?" "Oui, monsieur le ministre." "Je crois que je vais prendre l'option deux", trancha Clemenceau, qui crée dans la foulée les Brigades du Tigre, s'extrait de la problématique territoriale et résout en deux ans la plus grande crise criminelle de la France moderne.

« On est dans la même situation aujourd'hui, avec une police configurée pour des bassins de criminalité qui n'existent plus et des méthodes d'investigation et d'action qui n'ont jamais été calibrées pour résoudre des problèmes criminels inédits, avec un crime qui fait vivre plusieurs centaines de milliers de personnes dans les territoires concernés, qu'ils soient hors du centre ou dans le centre, comme à Marseille ou à Nice. On

parle d'abord des effectifs et ensuite des objectifs, partout ailleurs, on fait l'inverse : territoire, objectif, moyens... Tant qu'on n'aura pas changé d'optique, on sera toujours décalé.

— Des policiers nous ont expliqué que même s'ils avaient les moyens, les élus locaux auraient intérêt, pour être réélus, à laisser la pègre travailler tant que cela ne se voit pas trop...

— Aucun élu local n'a intérêt à voir sa ville à feu et à sang, en même temps, il n'est pas possible de créer un espace où il n'y aurait aucune activité criminelle et délinquante. On peut, en revanche, décider de ce que l'on tolère et de ce que l'on ne tolère pas. Est-ce qu'on tolère la prostitution, est-ce qu'on tolère le trafic, à quel endroit ? Dans chaque ville, si vous prenez le brigadier-chef qui fait la nuit, blanchi sous le harnais, qui est là depuis quinze à vingt ans, il vous fait en trois minutes la cartographie du marché aux voleurs, de la catégorie de prostitués, hommes, femmes, enfants et spécialités que vous cherchez, et ainsi de suite. Tout le monde sait tout, il n'y a aucune difficulté de renseignement dans la police. La question, c'est : qu'est-ce qu'on en fait ? Parce que entre l'élu local et le policier il reste un problème majeur : le magistrat...

« Qu'il y ait un braquage par-ci, un vol de sac à main par-là et que cela soit réparti sur l'ensemble des

territoires, c'est une chose. Que ces braquages, hold-up et autres règlements de comptes soient concentrés sur un seul territoire change totalement l'image de ce territoire et pèse énormément sur le politique, qui du coup est accusé d'incompétence, de laxisme. Les représentants de l'État ont un côté pragmatique – c'est toujours facile de juger les gens du point de vue moral ou éthique, je ne suis pas professeur de morale mais criminologue, ce qui est différent. Le sujet est le suivant : quelle était la problématique qu'ils devaient régler par rapport à ce qu'ils devaient concéder ? Je connais la pratique habituelle qui veut qu'on ne négocie jamais avec un preneur d'otages, pourtant on sauve des otages. Alors on négocie avec qui ? Il y a une posture qui est un mensonge : on négocie toujours avec un preneur d'otages parce qu'on a envie de sauver la vie de celui qui est pris en otage, et c'est le fait de ne pas le faire qui est criminel. Après, il y a des limites. Il n'y a que du "sur-mesure" dans ces affaires...

— Quelles ont été les conséquences de la politique dite des "grands frères", qui a consisté à recruter les plus âgés des caïds pour les intégrer au dispositif municipal ? N'est-ce pas une nouvelle version du *consigliere* d'autrefois ?

— Si l'objectif, c'est la paix sociale et une réélection, la politique des "grands frères" peut marcher,

beaucoup peuvent en attester. Si le but est d'éradiquer les activités criminelles, ce n'est pas fait pour ça. C'est fait pour éradiquer la visibilité de l'activité criminelle, pour éviter en gros que cela ne soit trop agité. C'est ce que j'appelle la politique de l'exutoire, pratiquée avec détermination en France depuis longtemps. Chacun, la main sur le cœur, explique qu'il va lutter pour l'éternité contre le crime, certains le font d'ailleurs, mais dans la réalité ce n'est pas très productif, notamment parce que nous sommes un pays très centralisé où on veut tout traiter de la même manière, mécaniquement médiocre, sans tenir compte de la diversité des problématiques criminelles... Il n'y a pas trente-six méthodes pour régler un problème criminel. Il y a l'affrontement musclé, le compromis territorial ou la lâcheté absolue. L'affrontement musclé est rare, la lâcheté absolue plus répandue et le compromis territorial est la base naturelle de la survie politique.»

Un compromis à l'ombre duquel le lien entre politiques et gangsters poursuit sa régulière métamorphose, avec la police dans le rôle du passeur, parfois du trouble-fête quand la justice a les moyens de s'en mêler, ce qui n'arrivait jamais autrefois mais se produit de plus en plus souvent.